

Thématique : Révision de la directive "amiante au travail" (2009/148/CE)

Brève description et principaux objectifs :

Une bonne sécurité et santé au travail, y compris la protection des travailleurs contre l'exposition aux agents cancérogènes, est une priorité absolue pour la Commission européenne.

La Commission européenne considère qu'une meilleure protection des travailleurs exposés à l'amiante sera importante dans le contexte de la transition verte, qui est au cœur de l'agenda de cette Commission, et de la récupération des effets du COVID-19. En effet, les valeurs limites d'exposition à l'amiante jouent un rôle important dans la rénovation des bâtiments.

La valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) contraignante actuelle pour l'amiante est de 0,1 fibre/cm³ en moyenne pondérée dans le temps (MPT) sur huit heures. La Commission européenne estime que la VLEP existante doit être modifiée afin de tenir compte des connaissances, de l'évolution scientifique et du progrès technique les plus récents.

Parallèlement, le Parlement européen travaille également sur cette question, avec un rapport législatif d'initiative du député européen Nikolaj Villumsen (Gauche-DK). Le rapporteur plaide également pour un abaissement drastique de la VLEP pour l'amiante.

Pourquoi la FIEC s'occupe-t-elle de cette thématique :

L'amiante est un agent cancérogène professionnel majeur qui a été utilisé dans le monde entier pendant des décennies dans le bâtiment. Bien que cette substance ne soit plus utilisée de manière générale dans l'UE, il existe un problème substantiel d'héritage dû à sa présence dans de nombreux bâtiments anciens qui sont susceptibles d'être rénovés, adaptés ou démolis au cours des prochaines années.

Ces travaux présentent un risque potentiel d'exposition des travailleurs à l'amiante, et il est important qu'ils soient effectués de manière contrôlée par des travailleurs convenablement formés et sous la supervision adéquate de leurs employeurs.

Il s'agit actuellement d'un sujet important, non seulement dans le cadre de l'action de l'Union en matière de prévention et de protection des travailleurs, mais aussi en raison de la nécessité, à l'échelle de l'UE, d'améliorer l'isolation thermique de l'environnement bâti et de permettre des économies d'énergie, conformément à l'initiative de la vague de rénovations du Pacte Vert de l'UE.

Cependant, la plupart des États membres de l'UE ont déjà mis en œuvre des valeurs limites et des mesures strictes dans ce domaine et la FIEC craint qu'un nouvel abaissement de la VLEP au niveau de l'UE ne devienne irréaliste pour les entreprises de construction.

Actions et dates clés :

11/02/2021 - [Contribution de la FIEC](#) à la consultation des partenaires sociaux de la Commission européenne (1ère phase) sur la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante au travail

03/03/2021 - Entretien avec les consultants externes chargés de l'étude d'impact pour le compte de la Commission européenne

23/04/2021 - Réunion avec le député européen Villumsen sur son projet de rapport d'initiative législative

20/09/2021 - [Contribution de la FIEC](#) à la consultation des partenaires sociaux de la Commission européenne (2ème phase)

27/09/2021 - Adoption du rapport Villumsen au sein de la Commission EMPL

2022 - Proposition de révision attendue par la Commission européenne